

# «Ce qui dépend de nous»: une médaille à deux faces

## L'invité

**Marc Ehrlich,**  
Entrepreneur



«Ce qui dépend de nous»: ces quelques mots raisonnent tout au long du Manuel d'Epictète. La postérité retiendra surtout du stoïcisme une certaine indifférence vis-à-vis des aléas de la vie. Cela n'est pas tout faux, mais incomplet.

«Ce qui dépend de nous» est une médaille à deux faces. On y lit une certaine distance, un «lâcher prise», face aux problématiques pour lesquelles nous n'avons pas d'influence. Mais on doit y sentir également une force qui nous pousse à agir face à tout le reste. Pouvoir et vouloir. «Notre cerveau contrôle tout, mais essayez de faire un régime!» pour reprendre une boutade de D. Kahneman, Prix Nobel d'économie 2002. Les questions relatives au jugement, à la conscience et à la volonté sont donc essentielles.

Un exemple: le taux plancher de la BNS. Notre Banque nationale estime, dans un premier temps, pouvoir contrôler le cours du franc, puis doit céder face aux marchés et aux incertitudes liées aux crises internationales. Ainsi, notre réflexion peut s'appliquer non seulement à une personne, mais également à un groupe. Il permet également d'aborder la notion de risque.

Nous avons lu beaucoup de critiques face aux agissements de la BNS en janvier 2015, mais assez peu d'éloges auparavant pour l'audace calculée de la direction et leur pari qui a manqué de peu d'être gagné. Notre pays soutient en fait assez peu le risque, et fustige souvent l'échec.

Ce qui dépend de nous suppose un mode de décision centralisé. Dans un pays où le fonctionnement n'est pas tributaire d'un gouvernement fort - je m'amuse toujours, lors de mes déplacements, à demander le nom du président de la Suisse, sans réponse habituellement - d'autres cellules prennent le relais. L'entrepreneur est sans doute l'un de ces relais. Tous les partis suisses défendent les PME. Mais bien peu défendent les entrepreneurs. C'est à peu près la même chose? Pas tout à fait.

## «Bien peu de partis défendent les entrepreneurs»

Lors d'un récent débat radio, une personne supportant l'initiative sur les successions m'expliquait qu'un impôt serait un test bénéfique, permettant de s'assurer que seuls les entrepreneurs motivés seraient à même de payer l'impôt. Avec des milliers d'entreprises qui devront vivre une succession à leur tête ces prochaines années - et plus de 400 000 emplois en jeux, les entrepreneurs n'ont pas besoin de barrière supplémentaire. Ils ont besoin au contraire d'une amélioration de leurs conditions-cadres. Un exemple: un impôt sur la fortune portant sur l'outil de production (les actions de l'entreprise) est pratiquement une particularité vaudoise en Europe.

A l'heure où les entrepreneurs sont peu représentés dans nos assemblées politiques, espérons que le message sera entendu. Ainsi nous, entrepreneurs, pourrons consacrer toute notre énergie et nos forces à nos activités, à ce qui dépend de nous.